

4^e MANDAT POUR BOUTEFLIKA

Les gardes communaux ont dit non

Ils se sentent trahis et ils ont marché, hier dimanche, dans leurs wilayas respectives. Les gardes communaux de Bouira, Béjaïa et Tizi-Ouzou sont, cette fois-ci, allés au-delà de leurs revendications socioprofessionnelles pour dire non à un quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. La cause : ils soupçonnent un deal

entre les terroristes criminels de la décennie noire et la mafia politico-financière, afin d'aller vers une amnistie générale. Le sursaut de dignité a eu lieu au lendemain de la rencontre de leurs représentants avec un conseiller du ministre de l'Intérieur, lequel leur a clairement signifié que le cas de ceux qui ont porté longtemps les armes

pour maintenir l'Algérie debout, sera traité dans le cadre de la réconciliation nationale. En clair, ils refusent d'être régis par la même loi définissant le statut des terroristes repentis qu'ils ont combattus. La prochaine marche, prévue pour le mercredi 12 mars 2014, sera vers Alger et connaîtra la participation de plusieurs autres wilayas du pays.

ILS ONT OBSERVÉ UN AUTRE RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BOUIRA

Des centaines de gardes communaux répondent présents à l'appel

Les gardes communaux que le pouvoir actuel, élections présidentielles obligent, essaye de courtiser, en leur annonçant des augmentations de leurs pensions, ont dénoncé hier, une «*énième manœuvre du pouvoir qui prépare, selon eux, un autre deal avec les terroristes en leur promettant, contre leur soutien au 4^e mandat de Bouteflika, une amnistie générale*».

Une amnistie générale qui mettrait, selon le porte-parole de la Coordination des gardes communaux, Aliouat Lahlou, dans le même panier et les terroristes et ceux qui se sont mobilisés pour les combattre et défendre la République.

Hier, des centaines de gardes communaux de la wilaya de Bouira se sont, encore une fois, rassemblés devant le siège de la wilaya pour dénoncer ces manœuvres, mais aussi rappeler leurs exigences qui consistent en une reconnaissance officielle des sacrifices de cette frange de la

société et un statut digne qui prendrait en charge d'une manière officielle, et les gardes communaux injustement licenciés, et ceux qui sont partis de leur propre gré mais surtout les ayants droit comme les veuves et les orphelins de ceux parmi les gardes communaux qui ont payé de leur vie leur engagement pour que «*vive l'Algérie une et éternelle*», dira Aliouat Lahlou qui rappelle que le problème des gardes communaux est un problème politique.

«*L'Etat doit prendre la décision politique de reconnaître cette frange de la société, il doit reconnaître*



Les gardes communaux fustigent le pouvoir.

ce corps de sécurité créé pour soutenir les autres corps de sécurité et sauver ensemble la République».

Le porte-parole de la Coordination des gardes communaux annonce des rassemblements similaires dans plusieurs wilayas du pays pour le mercredi prochain, pour préparer une

marche dans la capitale dans les tout prochains jours. A la fin de ce rassemblement qui a duré plus d'une heure, les centaines de gardes communaux présents ont improvisé une marche le long du boulevard Zighoud-Youcef jusqu'à la nouvelle gare routière, située à la sortie ouest de Bouira, près de l'autoroute Est-Ouest. Tout au long

de ce parcours de plus d'un kilomètre, les gardes communaux scandaient les mots d'ordre hostiles au pouvoir tels que «*Pouvoir assassin*», «*Ulac Smah Ulac*», «*Non au 4^e mandat*», «*Y en a marre de ce pouvoir*», etc. Les marcheurs se sont dispersés dans le calme.

Y. Y.

BÉJAÏA

«On a été marginalisé et méprisé alors que les ennemis de la République ont bénéficié de tous les droits»

Les gardes communaux de la wilaya de Béjaïa ont repris hier le chemin de la protestation à travers un rassemblement observé devant le siège de la Wilaya pour réitérer leurs revendications socioprofessionnelles.

Des revendications qui se résument, entre autres, à «*la révision à la hausse des pensions de retraite, des postes budgétaires avec des salaires conséquents, une retraite anticipée, un statut de martyr aux gardes communaux tués dans l'exercice de leurs missions, un toit décent pour leurs veuves et la revalorisation de la prime des victimes du terrorisme*».

A travers leur action de rue, les gardes communaux de Béjaïa ont également crié haut et fort leur opposition à un 4^e mandat de l'actuel chef de l'Etat. Contrairement à la déclaration de Mourad Aloui, un élément de la Coordination des gardes communaux de la

wilaya de Béjaïa qui a tenu à se démarquer lors d'une prise de parole de la position de ses camarades en expliquant que leur mouvement est «*apolitique*» et que leurs revendications sont «*d'ordre socioéconomique*», les autres membres de la garde communale sont loin de partager cet avis.

Les gardes communaux de Béjaïa, à l'instar de leurs camarades des autres wilayas du pays qui se sentent «*trahis*», ont affiché ouvertement leur opposition à un 4^e mandat de Bouteflika.

Rachid Boumeraoui, chargé de communication de la Coordination de la garde communale, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour descendre en

flammes le pouvoir en place à sa tête le chef de l'Etat, Bouteflika. «*Depuis son arrivée au pouvoir, Bouteflika n'a rien fait pour les gardes communaux qui ont combattu les armes à la main pour sauver la République du chaos*».

On a été marginalisé et méprisé sans aucune reconnaissance pour tous les sacrifices consentis pour que l'Algérie reste debout. Le même pouvoir a signé un compromis avec les terroristes dans le cadre de la charte de réconciliation nationale.

On a blanchi les ennemis de la République en leur accordant tous les droits», a indiqué en substance Rachid Boumeraoui.

Et d'ajouter : «*Pire encore, Bouteflika a décidé de dissoudre notre corps sans aucun statut. Pourtant, lors du dernier crash de l'avion militaire, le même Président a décrété un deuil de*

plusieurs jours. Il a accordé aux victimes du crash de l'avion militaire, le statut de martyr du devoir national.

Aujourd'hui, près de 4 600 éléments de la garde communale sont morts les armes à la main pour défendre le pays contre la barbarie islamiste mais on leur refuse toujours le statut de martyr», fulmine le chargé de communication de la garde communale à Béjaïa.

Parlant de l'élection présidentielle du 17 avril prochain, Rachid Boumeraoui a fait savoir que son mouvement, qui n'a pas encore tranché de position officielle, soutiendra le candidat qui s'engagera à prendre en charge leurs revendications et d'accorder un statut de martyr à ses camarades tombés sous les balles assassines des hordes terroristes.

A. Kersani

TIZI-OUZOU

Report du rassemblement

Le rassemblement que devaient tenir les gardes communaux, dans la journée d'hier dimanche à Tizi-Ouzou, a été annulé et reporté à une date ultérieure.

La mobilisation des ex-policiers communaux n'était pas au rendez-vous. Ils étaient à peine une dizaine à se présenter

devant l'entrée principale du siège de la Wilaya, lieu prévu pour le rassemblement où étaient déjà positionnés de nombreux élé-

ments des services de sécurité. Le motif de la non-tenu et du renvoi sine die de ce sit-in est dû à la mésentente apparue entre les présents qui étaient divisés entre partisans d'un positionnement politique (rejet du quatrième mandat de Bouteflika) et ceux

qui voulaient s'en tenir aux strictes revendications sociales et corporatistes des gardes communaux. Rendez-vous a été pris pour une réunion en vue de s'entendre sur une position consensuelle.

S. A. M.

ÉMIGRATION

La mobilisation contre le 4^e mandat s'intensifie à Montréal

La candidature du Président Bouteflika à un 4^e mandat a provoqué une désapprobation parmi les citoyens algériens, ceux du Canada ne sont pas en reste.

Les Algériens du Canada manifestent. C'est ainsi que de nombreuses manifestations en réaction à cette candidature se sont déroulées à Montréal. Les deux dernières ont été tenues, respectivement, le vendredi 7 et le samedi 8 mars 2014. La première a eu lieu dans un centre communautaire de la ville où près de 150 personnes se sont rassemblées suite à l'appel lancé par un comité dont les représentants ont tenu à rapporter les revendications collectées sur les réseaux sociaux. Le collectif intitulé «*Comité Barakat de Montréal*» a ouvert le débat en insistant sur la nécessité de lancer une nouvelle dynamique de contestation pour ne pas répéter les erreurs qui ont nui, dans le passé, à la démocratie algérienne. L'un des intervenants a fustigé le «*Mahdi autoproclamé*» tout en rappelant que l'heure du changement a sonné. La virulence des autres réactions a été constatée. Il en découlait une unanimité réprobatrice de ce 4^e mandat.

Une structure de veille a été mise en place pour de futures activités se rapportant à l'élection présidentielle.

Wahid Megherbi